

REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

CONTRE LES MANOEUVRES ET LES ATTAQUES DE LA BOURGEOISIE

Chômeurs et ouvriers au travail : un seul et même combat !

Avec la lutte des chômeurs, encadrée et manipulée par toutes les forces de l'Etat capitaliste (gouvernement, syndicats, partis politiques, associations caritatives, etc.), la bourgeoisie cherche aujourd'hui à miner le terrain de la lutte de classe.

Il est évident que cette partie de la classe ouvrière n'aura pas d'autre choix que de faire exploser sa colère face à la misère dans laquelle la plonge le capitalisme en crise. Mais ce n'est certainement pas sur le terrain pourri proposé par les forces d'encadrement bourgeoises (celui de la division entre chômeurs et ouvriers "actifs") que les prolétaires peuvent se battre efficacement contre le chômage (voir article p. 3).

Avec l'accélération de la crise économique mondiale, la lutte contre le chômage, contre les licenciements massifs qui menacent tous les secteurs dans tous les pays, est un combat qui concerne l'ensemble de la classe ouvrière.

Les chômeurs doivent se battre en tant que prolétaires expulsés de la production, en comprenant que leur combat fait partie du combat général de la classe ouvrière. C'est la même classe exploitée qui chôme et qui travaille. C'est la même classe capitaliste qui attaque tous les prolétaires, chômeurs et "actifs", en aggravant toujours plus leurs conditions d'existence. C'est la même classe bourgeoise qui cherche encore à travers ses attaques et ses manoeuvres à les diviser, à les opposer

les uns aux autres. Cette classe dominante, qu'elle soit de gauche ou de droite, veut faire croire aux ouvriers en "activité" que les chômeurs, avec leurs misérables allocations, vivent sur le dos de ceux qui travaillent. Elle veut faire croire aux chômeurs que ceux qui ont encore la "chance" d'avoir un emploi sont des "nantis", des "privilegiés", des "égoïstes", qui doivent faire preuve de "solidarité" avec les chômeurs et partager le temps de travail. Ce "partage du travail", qui n'est rien d'autre que le partage de la misère, non seulement n'a rien à voir avec la solidarité de classe, mais ne résoudra pas le problème du chômage. La réduction du temps de travail préconisée par la bourgeoisie à travers son projet de loi sur les

35 heures est une attaque capitaliste déguisée et qui n'a d'autre but que d'imposer le chômage partiel à tous les ouvriers "actifs", sans pour autant améliorer les conditions précaires d'existence des chômeurs.

C'est pour cela que la lutte contre le chômage ne peut se mener ni derrière les soutanes des curés, ni derrière les bannières "humanitaires" et "démocratiques" des associations de chômeurs, ni derrière les syndicats et les forces de gauche "radicales". Ce combat, les prolétaires doivent le prendre eux-mêmes en main, afin de ne pas tomber dans les pièges de la division, de la démolition, du "chacun pour soi".

Les ouvriers au chômage doivent comprendre qu'en se considérant comme

une catégorie "à part", en se coupant du reste de la classe ouvrière, ils n'ont aucun moyen de s'en sortir. Leur force, ils ne pourront la puiser que dans la recherche de la solidarité et de l'unité avec les ouvriers en lutte contre l'exploitation, l'augmentation des cadences, les licenciements, la dégradation de toutes leurs conditions de vie. Les exclus de la production ne sont pas des "exclus de la société" comme cherchent à le faire croire la bourgeoisie et ses médias. Les chômeurs font partie intégrante de la classe ouvrière, seule classe capable, par l'unification de ses combats, de mettre fin à la misère en renversant l'ordre capitaliste. C'est pour cela que les chômeurs doivent s'intégrer pleinement à la lutte générale de toute la classe ouvrière, participer activement à cette lutte en la considérant comme la leur.

Pour mener ce combat vers l'unification de la classe ouvrière, la lutte des prolétaires encore en activité, doit intégrer dans ses revendications, celles des chômeurs. C'est uniquement dans et par la lutte, qu'ils pourront affirmer réellement leur solidarité de classe avec les chômeurs.

Lorsqu'ils vont se mobiliser contre les attaques du capital, les ouvriers au travail devront sortir des usines, aller à la rencontre des chômeurs, envoyer des délégations massives dans les quartiers ouvriers, dans les ANPE, dans les associations et comités de chômeurs, afin de les appeler à participer aux assemblées générales, aux manifestations et les entraîner ainsi dans un seul et même mouvement de toute la classe ouvrière. Dans les assemblées générales, dans

MASSACRES EN ALGERIE

La barbarie guerrière du capitalisme

La spirale de folie sanguinaire qui frappe la population algérienne depuis six ans ne semble plus avoir de fin : 100 000 morts depuis 1992, dont 40 000 dans les cinq derniers mois et plus de 2000 en trois semaines depuis fin décembre ; femmes, enfants, vieillards, torturés, mutilés, avant d'être achevés dans les pires souffrances. L'accélération de ces horreurs ne peut que provoquer le plus violent rejet comme le plus profond écoeurément. Et c'est justement sur le sentiment de révolte que de tels massacres suscitent que la bourgeoisie française s'appuie cyniquement aujourd'hui pour monter une de ses campagnes parmi les plus écoeurantes.

L'hypocrisie de la France

Alors qu'on ne l'a pas entendu piper mot pendant six ans, passant quasiment sous silence les exactions tant de la soldatesque au pouvoir que des "fous de Dieu", s'opposant avec virulence à toute "ingérence" dans les affaires intérieures algériennes, la bourgeoisie française s'émeut maintenant à grands bruits, par la voix de ses médias aux ordres, devant l'aggravation de la situation en Algérie. Pour appuyer ce battage, les "témoignages", reportages, interviews de députés, d'anciens flics "repentis", etc. se multiplient dans la presse et à la télé. On nous étale encore

avec la plus grande concupiscence le "vécu" de ces "intellectuels" va-t-en guerre les plus notoires, du style BHL et autres Glücksman, appointés et envoyés sur place pour les besoins de l'impérialisme français (émissaires français dont les preuves se sont faites en d'autres temps, comme lorsqu'ils agissaient d'appeler à l'intervention militaire musclée en ex-Yougoslavie et d'y battre de vitesse le rival américain). L'Etat français qui soutenait sans aucun état d'âme le pouvoir en place il y a si peu de temps par l'intransigeance même de son silence ne manque plus à présent de montrer du doigt les "insuffisances" du gouvernement Zeroual et de dissenter sur les dissensions existant au sein de ce même gouvernement. Ce n'est donc pas par hasard si les services de sécurité de l'Etat algérien sont de plus en plus clairement attaqués dans la presse française qui ne rechigne pas à prendre le ton le plus critique pour "dénoncer" certains généraux comme Kamel Abderahim s'adressant en ces termes aux habitants de Tiaret où 120 civils ont été assassinés les 23 et 24 décembre : "L'Etat ne peut mettre un soldat devant chaque maison. Vous avez le choix entre prendre les armes individuellement, vous regrouper et armer un groupe de jeunes ou démanteler et rejoindre les villes." En d'autres termes, "Débrouillez-vous !" Et ce n'est certaine-

ment pas la constitution des "milices d'autodéfense" qui peut assurer la sécurité des villages : celles-ci sont avant tout un moyen de quadrillage de la population pour l'Etat afin de mieux la contrôler et de s'en servir à bon compte pour sa propre défense et ses propres exactions. C'est ce que fait semblant de "découvrir" le gouvernement français avec la pire duplicité, lui qui appuie, défend et protège cette politique depuis des années, comme il a soutenu et couvé le gouvernement Zeroual.

L'impérialisme français aux abois en Algérie

Si la France ne peut plus maintenant se payer le luxe de faire semblant de ne rien voir, c'est parce que les autres grandes puissances de la planète sont résolues à ne plus lui en laisser le loisir. En premier lieu, les Etats-Unis qui s'attachent par les voix de l'ONU et de son nouveau secrétaire général, tout particulièrement depuis les massacres de la fin de l'été, à demander une "commission internationale" pour "enquêter" sur les événements qui secouent l'Algérie. Il faut rappeler que c'est dans la guerre sans merci que se mènent les impérialismes français et américains que se trouvent l'origine de la situation présente en Algérie, où l'Amérique cherchait à déstabiliser voire à évincer Paris

(voir RI n°272). Mais ce sont à présent les alliés de la France au sein de l'Union Européenne qui ne se sont pas privés de vouloir entrer dans la danse. Et si la France, soutenue en cela par ces mêmes alliés, avait pu exprimer haut et fort son refus de "l'ingérence américaine" au Maghreb, il lui était bien plus difficile de refuser "l'aide" de ses "amis" européens, alors même que les Etats-Unis lançaient une opération-chaîne en direction de Zeroual sur la base d'une

(SUITE PAGE 5)

(SUITE PAGE 3)

Sommaire

FRANCE

Centenaire de l'affaire Dreyfus : défendre la démocratie, c'est défendre l'Etat bourgeois	p. 2
Mort de Cornelius Castoriadis : la bourgeoisie rend hommage à l'un de ses serveurs	p. 2
Mouvement des chômeurs : la bourgeoisie cherche à diviser la classe ouvrière	p. 3
Violence dans les banlieues : une manifestation de la décomposition de la société capitaliste	p. 3

CRISE ECONOMIQUE

Le chômage massif signe aujourd'hui la faillite du capitalisme	p. 4
"Crise asiatique" : une étape dans l'effondrement de l'économie mondiale	p. 5

HISTOIRE DU MOUVEMENT OUVRIER

Comment le PCF est devenu un parti stalinien (1 ^{re} partie)	p. 6
Le Manifeste du Parti communiste de 1848, arme fondamentale du combat de la classe ouvrière contre le capitalisme	p. 8

CENTENAIRE DE L'AFFAIRE DREYFUS

Défendre la démocratie, c'est défendre l'Etat bourgeois

Depuis le début de cette année, pas un jour ne passe sans que la bourgeoisie, à travers ses grands organes de presse et principaux médias de l'audiovisuel, ne célèbre, d'une manière ou d'une autre, le centenaire du fameux "J'accuse..." de Zola. Des intellectuels, des politiciens, des journalistes, et même des bouffons de la classe dominante se succèdent, dans une multiplication de débats, conférences, colloques, expositions et même spectacles artistiques à prétentions historiques, pour commémorer ce grand "moment de la conscience humaine" qu'aurait représenté pour l'humanité le célèbre cri lancé par Zola dans *L'Aurore* du 13 janvier 1898. Et chacun d'y aller de sa tirade pour couvrir de louanges l'auteur de *Germinal*, pour saluer son courageux combat contre "les forces du mal". Et chacun de rappeler que cet illustre intellectuel bourgeois a été, et reste, un des grands exemples dans la défense des valeurs démocratiques et républicaines.

En plaidant pour Dreyfus, ce digne représentant de l'humanisme bourgeois s'est, en effet, placé à la tête d'une croisade contre l'antisémitisme, le racisme, le chauvinisme, voire même contre l'injustice en général, croisade qui s'est heurtée pendant plusieurs années aux forces les plus rétrogrades et réactionnaires de la bourgeoisie. Zola aurait également, à travers sa lutte "héroïque", exprimé haut et fort "son indignation face à la montée du capitalisme, de la dure loi des banques, des injustices sociales..." comme le prétend l'académicien et historien bourgeois, spécia-

liste de l'affaire Dreyfus, J.D. Bredin dans le journal *L'Humanité* du 12 janvier. C'est encore une fois ce même mensonge visant à présenter Zola comme un grand défenseur de la classe ouvrière, asséné à des générations de prolétaires, qu'on nous ressert ici.

Mais voilà qu'aujourd'hui on apprend que la cause défendue par ce digne représentant de la classe dominante pour faire triompher les "valeurs éternelles" de la démocratie a été aussi celle de la classe ouvrière, celle du mouvement ouvrier.

Ce sont notamment les stalinien, ces soi-disant communistes, ces faux défenseurs du prolétariat, qui sont aujourd'hui à la pointe dans cette campagne de falsification de l'histoire. A travers son organe de presse, le PCF laisse entendre que, dans leur participation au mouvement provoqué par l'affaire Dreyfus, les partis du prolétariat, toutes tendances confondues, se seraient mis, comme un seul homme, au service de la bourgeoisie démocratique de l'époque. Selon le PCF, seules de simples questions de tactique auraient animé leurs débats.

En réalité, autour de "l'affaire" et même plus largement, le mouvement ouvrier, à la fin du siècle dernier, avait commencé à connaître de profondes divisions politiques. Celles-ci opposaient de plus en plus ouvertement les socialistes révolutionnaires fidèles au marxisme et les socialistes "réformistes" qui sombraient progressivement dans l'opportunisme et la collaboration de classe. Ces derniers allaient finale-

ment passer dans le camp ennemi quelques années plus tard, avec l'éclatement de la Première guerre mondiale.

Si, pour les marxistes, durant cette période, la participation du prolétariat à tous les conflits qui divisent la bourgeoisie (donc au mouvement provoqué par l'affaire Dreyfus) était encore valable, il n'était par contre, pas question pour la classe ouvrière de se laisser lier les mains en ne servant que les intérêts de la classe dominante. Il était encore moins question qu'elle aille à l'encontre de son mouvement historique vers la révolution communiste. Voilà pourquoi les marxistes n'ont jamais cessé de critiquer et rejeter la politique de "collaboration de classes" préconisée par les "réformistes", comme Jaurès, qui voulaient faire du parti du prolétariat "un pantin dont les mouvements seraient réglés par les partis bourgeois" (Rosa Luxemburg, *Le Socialisme en France*) et qui cherchaient à "attacher le prolétariat au cadavre du radicalisme petit-bourgeois" (idem).

"Tandis que les éléments bourgeois, par leur action sur l'état-major, voulaient guérir le militarisme de son accès afin de le rendre capable de vivre, les socialistes au contraire étaient forcés de combattre le système même du militarisme dans sa décadence et de lui opposer la revendication des milices et de l'armement populaire." C'est ainsi que Rosa Luxemburg définissait avec clarté la position marxiste sur la lutte à mener autour de l'affaire Dreyfus ; position qui liait de façon indissoluble l'action immédiate de la classe ouvrière

et sa perspective historique finale.

Cette position est à l'opposé de ce que les "réformistes" préconisaient, cherchant à pousser les ouvriers à "vendre leur âme" à la classe ennemie. Et elle n'a rien à voir avec ce qu'essaient de faire croire aujourd'hui les stalinien, officiels ou détroqués, ainsi que les intellectuels bourgeois de tous bords.

Mais, si la bourgeoisie, à travers la commémoration du centenaire du "J'accuse..." de Zola, s'acharne tant à falsifier l'histoire, notamment celle du mouvement ouvrier, c'est qu'en fait elle poursuit le but de lier (donc de soumettre) la classe ouvrière à la démocratie bourgeoise. Elle cherche à lui faire croire que son intérêt (et celui de l'humanité) est de tout faire pour sauvegarder et défendre l'Etat démocratique qu'elle prétend humaniste et universel, alors qu'il se révèle de plus en plus pour ce qu'il est : le meilleur moyen dont dispose la classe dominante pour imposer au prolétariat toujours plus d'exploitation, de misère, de barbarie.

Cet Etat démocratique, il faudrait même, à l'image des dreyfusards, le défendre d'autant plus qu'il serait actuellement attaqué de toutes parts par ces mêmes "forces du mal". Et tous les idéologues bourgeois de nous y encourager ! "Il y a quantité de crimes et de malheurs aujourd'hui dans le monde qui demandent à ce qu'on s'élève contre les pouvoirs qui les secrètent", disait encore tout récemment l'un d'entre eux. Ainsi, par exemple, les ouvriers sont appelés à "s'élever", aux côtés de tous ces bons démocrates, contre la montée

de l'antisémitisme, du racisme, de la xénophobie et contre ceux qui, comme Le Pen et les siens, en sont responsables. La bourgeoisie va même jusqu'à donner l'exemple dans la défense des "valeurs démocratiques". C'est pour cela qu'elle a monté le grand spectacle du procès Papon, où elle cherche à prouver qu'elle est décidée à rendre justice à tous ceux qui ont souffert de l'holocauste, quitte à sacrifier l'un de ses grands serviteurs qui s'était un peu trop compromis avec le régime nazi.

En multipliant ainsi toutes ces campagnes, la classe dominante enfonce toujours le même clou. Après avoir "prouvé" à la classe ouvrière qu'avec l'effondrement de l'ex-bloc de l'Est le communisme était mort (en identifiant le communisme avec le stalinisme), elle cherche aujourd'hui à lui "prouver" que la seule société viable et souhaitable, c'est la démocratie bourgeoise.

Croire à ces sornettes, c'est accepter l'existence de plus en plus misérable que le capitalisme décadent nous fait quotidiennement subir, c'est laisser ce système barbare, si bien défendu par les démocrates, enfoncer la planète dans un chaos meurtrier chaque jour plus insupportable, c'est abdiquer la perspective d'une société réellement communiste dont seule la classe ouvrière est porteuse.

Une chose est sûre : lorsqu'à travers ses luttes futures, le prolétariat sera amené à remettre en question la domination de la bourgeoisie, ce sont les fusils de ces tenants de la démocratie qu'il trouvera en face de lui.

Elfe

MORT DE CORNELIUS CASTORIADIS

La bourgeoisie rend hommage à l'un de ses serviteurs

La presse bourgeoise a fait grand cas de la mort de Cornelius Castoriadis. Ainsi *Le Monde* l'a évoquée dans deux numéros successifs (28-29 décembre et 30 décembre 1997) et lui a consacré une pleine page sous un titre significatif : "Mort de Cornelius Castoriadis, révolutionnaire antimarxiste". Ce titre est typique des méthodes idéologiques de la bourgeoisie : il contient deux vérités encadrant le mensonge qu'on veut faire avaler. Les vérités : Castoriadis est mort et il était antimarxiste. Le mensonge : il était révolutionnaire. Pour étayer cette idée, *Le Monde* rappelle les propres mots de Castoriadis, répétés "jusqu'à la fin de ses jours" : "Quoi qu'il arrive, je resterai d'abord et avant tout un révolutionnaire".

Révolutionnaire, il l'avait été dans sa jeunesse lorsque, à la fin des années 40, il a rompu en compagnie de quelques camarades avec la "4e Internationale" trotskiste et a animé la revue *Socialisme ou Barbarie*. A cette époque, *S ou B* représentait un effort, même très confus et limité du fait de ses origines dans le trotskisme, pour développer une pensée de classe au milieu de la contre-révolution triomphante. Mais au cours des années 50, sous l'impulsion de Castoriadis (qui signait Pierre Chau-

lieu, puis Paul Cardan), *S ou B* a progressivement rejeté les faibles fondements marxistes sur lesquels il s'appuyait à ses débuts, notamment en développant l'idée que le véritable antagonisme dans la société capitaliste n'était plus entre exploités et exploités mais entre "dirigeants et dirigés". Finalement, *S ou B* a disparu au début 1966, deux ans à peine avant mai 68 qui marque la reprise historique de la classe ouvrière mondiale après une contre-révolution de presque un demi siècle. En fait, il y avait au moment de sa mort belle lurette que Castoriadis avait cessé d'être révolutionnaire, même si, peut-être, il se faisait des illusions sur son propre compte.

Après tout, Castoriadis n'était pas le premier à avoir trahi les convictions révolutionnaires de sa jeunesse : l'histoire du mouvement ouvrier est pleine de tels exemples. Ce qui le caractérise, cependant, c'est qu'il a habillé sa trahison des oripeaux de la "radicalité politique" en rupture apparente avec tout l'ordre social actuel. On peut citer à ce titre un article consacré par *Le Monde Diplomatique* (août 1997) à son dernier livre (*Fait et à faire*, 1997) :

"Castoriadis nous donne des outils pour contester, pour édifier des barri-

cares, pour envisager un socialisme de l'avenir, pour penser le changement du monde, pour désirer changer la vie politiquement (...). Quel héritage politique peut nous échoir de l'histoire du mouvement ouvrier, alors qu'il est désormais patent que le prolétariat ne peut pas avoir le rôle moteur que le marxisme lui attribuait ? Castoriadis répond par un superbe programme qui combine les plus hautes exigences de la politique humaine avec ce qu'a eu de meilleur l'idéal socialiste (...) L'action et la pensée sont en quête d'une nouvelle radicalité, maintenant que la parenthèse léniniste s'est refermée, que le marxisme historique (policière) est tombé en poussière ..."

En réalité, cette "radicalité" qui fait baver certains journalistes de la presse bien-pensante était le cache-sexe permettant de faire passer des messages particulièrement utiles aux campagnes idéologiques de la bourgeoisie. Ainsi, la déclaration de Castoriadis suivant laquelle le marxisme avait été "pulvérisé" (*La Montée de l'insignifiance*, 1996) apportait sa caution "radicale" à toutes les campagnes sur la mort du communisme qui se sont développées depuis l'effondrement des régimes stalinien et du bloc de l'Est.

D'ailleurs, Castoriadis n'en était pas à son coup d'essai : au début des années 80, alors que la bourgeoisie occidentale développait, sous la houlette de Reagan, une campagne assourdissante contre la menace militaire de "l'Empire du mal" (l'URSS) afin de justifier les "euro-missiles" et un effort d'armement sans précédent depuis la seconde guerre mondiale, il avait publié un livre, "Devant la guerre" où il essayait de démontrer l'existence d'un "déséquilibre massif en faveur de la Russie" et d'une "situation pratiquement impossible à redresser pour les américains". Ses "analyses" lui avaient d'ailleurs valu à cette époque d'être fréquemment cité par Marie-France Garaud, idéologue de la droite ultra-militariste et principal porte-parole en France des campagnes reaganien.

La démonstration apportée par les faits, à la fin des années 80, de l'énorme infériorité (et non supériorité) de la puissance militaire russe au regard de celle des Etats-Unis n'a pas fait taire la suffisance de Castoriadis, ni les éloges des journaux à son égard. Cela non plus n'était pas nouveau : à partir de 1953-54, avant même qu'il n'abandonne ouvertement le marxisme, Castoriadis avait développé toute une théorie affirmant que le capitalisme avait désor-

mais surmonté définitivement ses crises économiques (voir "La dynamique du capitalisme" dans *S ou B* n° 12 et suivantes). On sait ce qu'il est advenu par la suite. Evidemment, lorsqu'une collection de poche (10/18) a publié à partir de 1973 les oeuvres de Castoriadis, elle a fait l'impasse sur certains écrits pas très glorieux, ce qui permettait à son ami Edgar Morin d'écrire à l'époque : "Qui aujourd'hui peut reprendre, publier sans honte, avec orgueil les textes qui jalonnent son chemin politique de 1948 à 1973, sinon quelques rares esprits dont Castoriadis." (*Le Nouvel Observateur* n° 454)

Ce même Edgar Morin (qui est aujourd'hui un personnage "important", notamment conseiller du ministre de l'Education nationale) en a rajouté dans l'article publié dans *Le Monde* du 30 décembre 1997. Castoriadis n'était pas seulement un "rare esprit", mais un "Titan de l'esprit" (titre en première page). Pour nous, le seul point commun entre Castoriadis et les titans de la légende, c'est qu'ils étaient grecs. En tout cas, il a eu l'hommage qu'il méritait : les éloges sans retenue de la presse bourgeoise "politiquement correcte".

Fabienne

MOUVEMENT DES CHÔMEURS

Toute la bourgeoisie cherche à diviser la classe ouvrière pour accentuer ses attaques

Depuis plusieurs semaines, les médias font tout pour nous faire croire à l'émergence d'un nouveau "mouvement social" : celui des chômeurs. C'est faux ! La prétendue "puissante mobilisation" des chômeurs qui "fait trembler le gouvernement" n'est qu'une opération montée en épingle à travers un partage du travail entre les différentes fractions de la bourgeoisie.

Ce mouvement est le produit d'actions-commando ultra-minoritaires d'occupations qui ont débuté à l'initiative de la CGT dès le 4 décembre à Marseille, puis à Arras, un des bastions de la fraction "dure" du PC opposée à la participation gouvernementale de ce parti. Ces occupations de moins d'une quarantaine d'antennes Assedic, au plus fort du mouvement, n'ont mobilisé que quelques dizaines de personnes par centre (et principalement des militants associatifs ou syndicaux) sur un territoire qui compte plus de 6 millions de chômeurs et de travailleurs précaires. Cependant, à la veille de la période des fêtes, à partir du 19 décembre, les médias ont commencé à focaliser l'attention de toute la classe ouvrière sur ce mouvement. Mieux : à partir de ce moment-là, a été organisée une alternance savamment dosée de soi-disant reculs et de provocations du gouverne-

ment destinés à accréditer "la force du mouvement" auprès des ouvriers et lui faire un maximum de publicité.

En s'appuyant sur le ras-le-bol, la rage, le désespoir d'une des fractions les plus démunies des chômeurs, celle des chômeurs de longue durée en fin de droits, la bourgeoisie a pu développer une nouvelle manœuvre dirigée contre l'ensemble de la classe ouvrière. Elle ne courait pas le moindre risque que les chômeurs se mobilisent ni n'entraînent les actifs dans ce mouvement. Tout élargissement de la lutte était interdit par les syndicats et les associations de chômeurs, courroies de transmission des gauchistes (LCR en particulier) et du PC, qui transforment d'emblée les centres Assedic occupés en véritables bunkers, sous prétexte de protection contre l'évacuation policière, empêchant ainsi ces centres de devenir des

lieux de rassemblement et de discussions ouverts aux autres prolétaires.

Quel est le sens de cette manœuvre ?

Renforcer la crédibilité des syndicats

L'objectif immédiat de la bourgeoisie est de préparer le terrain à ses attaques contre la classe ouvrière en renforçant son appareil d'encadrement. La bourgeoisie sait qu'elle ne peut plus entretenir "l'état de grâce" du gouvernement. Il ne suffit plus à ce dernier de chloroformer la conscience de la classe ouvrière comme il a pu le faire au cours de ces derniers mois. L'ampleur et la violence du programme d'attaques que la gauche au gouvernement s'appête à porter à l'ensemble du prolétariat sous la pression de l'aggravation de la crise économique contraignent la bourgeoisie à prendre les devants.

Son objectif est de retarder au maximum, de canaliser, de dévoyer, de paralyser toute riposte ouvrière. Comment s'y prend-elle ?

Cette préparation passe d'abord par un renforcement de la crédibilité de ses syndicats. Il lui faut couvrir le terrain

social en renforçant la crédibilité de la CGT et des syndicats les plus radicaux, comme SUD ou le Groupe des Dix. Cette nécessité est d'autant plus forte que, depuis le début de l'arrivée de la gauche au gouvernement, les syndicats, CGT comprise, se sont bien gardés de pousser à la lutte. C'est ainsi la première fois depuis l'arrivée de la gauche au gouvernement que la CGT apparaît véritablement à la pointe d'une lutte. Dans le mouvement des chômeurs, elle a pu se présenter comme hyper-radical, comme un véritable défenseur des intérêts des ouvriers, se payant même le luxe d'appeler les ouvriers au travail à se joindre au mouvement des chômeurs (tout en se donnant les garanties nécessaires pour que cet appel ne soit pas suivi).

Cette manœuvre a su mettre à profit l'image d'une gauche "plurielle". Le PC a ainsi clairement soutenu le mouvement des chômeurs et critiqué le gouvernement, un de ses dirigeants, Bocquet, allant jusqu'à dire que l'évacuation policière des antennes Assedic était *"une faute humainement et politiquement grave"*. Cela permettait d'ac-

créditer l'idée auprès des ouvriers qu'il y a une fraction critique au sein du gouvernement qui fera tout pour défendre les intérêts des exploités et que son rôle au gouvernement est de faire pression sur le gouvernement pour le faire reculer. Le PC tente également de se dédouaner au maximum pour l'avenir de sa responsabilité dans les attaques du gouvernement.

Le rôle également critique joué par les Verts permet d'élargir cet encadrement à une partie des ouvriers, notamment dans la fonction publique, déçue par le PS mais méfiante envers le parti stalinien.

En fait, il s'agit de freiner le discrédit de la gauche en poussant les ouvriers à soutenir une gauche plus radicale contre une gauche plus réaliste, incarnée principalement par le PS.

A travers le mouvement des chômeurs, la bourgeoisie pouvait lancer une vaste campagne de culpabilisation de la classe ouvrière pour mieux l'attaquer. Cela a permis de développer un large matraquage idéologique en direction des actifs pour les culpabiliser en montrant à coups d'interviews et de reportages (surtout réalisés dans la période des fêtes) la misère et la détresse des chômeurs de longue durée. Derrière cela, il s'agit de pousser les ouvriers en activité à accepter de nouvelles attaques au nom du "partage du travail" et de la "solidarité avec les chômeurs", notamment à *"se mobiliser davantage pour réclamer les 35 heures"* faussement présentées comme "créatrices d'emplois" et comme *"un moyen de lutter contre le chômage"*, alors qu'elles constituent en réalité un déguisement de l'aggravation du chômage.

En particulier, au nom du "partage du travail", cela va permettre d'élargir et d'imposer cette attaque dans le secteur public et la fonction publique. *Le Monde* du 15 janvier interrogeait clairement : *"comment réclamer une hausse du pouvoir d'achat pour ceux qui ont une*

VIOLENCE DANS LES BANLIEUES

Une manifestation de la décomposition de la société capitaliste

Depuis quelques mois, la campagne sur "l'insécurité dans les banlieues" que la bourgeoisie nous ressort au moment opportun, connaît un développement particulièrement insistant. Et les "incidents" de la période des fêtes lui ont donné l'occasion d'en rajouter une bonne couche. Ordinairement, la bourgeoisie met plutôt un couvercle médiatique sur ce genre de "problèmes" comme sur la marmite des "quartiers chauds" pendant les agapes de décembre, histoire de faire croire aux ouvriers qu'ils vivent un monde formidable, le temps de deux réveillons. Or, cette année, le gouvernement et la presse bourgeoise de tous bords se sont au contraire empressés de faire mousser ces événements au maximum : affrontements entre "jeunes" et policiers, suite à la mort d'un adolescent de Dammarie-les-Lys abattu par la gendarmerie, incendies d'automobiles, cassages d'abribus et de locaux qui ont ponctué les "fêtes", à Strasbourg mais aussi un peu partout en France, assassinat d'un jeune ouvrier par un policier dans le 9e arrondissement de Lyon, etc.

Il est clair que ce n'est pas par hasard que s'est déclenchée toute une publicité sur cette vague de vandalisme essentiellement attribuée à de jeunes désœuvrés, aux laissés-pour-compte des faubourgs et des banlieues. Le terrain avait d'ailleurs été bien préparé afin que puissent s'exprimer certaines "potentialités" de la situation : d'un côté, l'attitude lourdement suspicieuse des flics à la limite de la provocation permanente, faisant monter la tension par des contrôles à répétition dans les quartiers "chauds" ; de l'autre, succédant au battage de l'automne sur les attaques d'autobus, la médiatisation à outrance et débridée du "phénomène" des incendies de voitures qui n'a fait que participer à ce qu'il prenne de l'ampleur ! Cette campagne utilisant et excitant sciemment la violence gratuite et

stupide de gosses et d'adolescents pauvres a plusieurs objectifs.

Elle est d'abord venue relayer les discours de ces derniers mois pour "sensibiliser l'opinion" sur les besoins d'un renforcement de la police, en leur donnant un nouveau souffle, alors qu'intervenait justement à la mi-décembre la mise en place des "adjoints de sécurité" dans les quartiers "défavorisés" (voir RI n°275). D'ailleurs, avant même que ne se développe ce contexte de "violences" lourdement médiatisées, les déclarations de Chevènement, opposant une police dans son "bon" droit, qui fait "bien" son travail en tirant sur un "délinquant" en fuite ou en travaillant à maintenir "l'ordre public", et une police répréhensible et *"inacceptable"* qui le fait "mal" en commettant des "bavures", avaient préparé le terrain à cette justification supplémentaire au renforcement policier. Et les "critiques" du procureur de Strasbourg sur *"l'efficacité du dispositif de maintien de l'ordre (...)"* proche de zéro étaient ensuite venues donner du relief à cette question.

Non content de chercher à faire accepter à la population, et surtout à la classe ouvrière, directement visée, un flicage toujours plus serré sur son lieu d'habitation, il s'agit encore pour le gouvernement de focaliser sur le terrain de la défense de l'Etat ; mais pas de n'importe quel Etat, l'Etat "démocratique", auquel on nous enjoint de faire confiance. Le problème "social", prioritaire aujourd'hui, serait d'endiguer toute cette "violence", montrée et remontrée avec insistance, et donc de tous accepter sans rechigner une présence policière accrue, d'une "bonne" police, qui cogne là où il faut. Car la mise en avant répétée de "l'insécurité" dans les quartiers ouvriers est destinée à faire peur et à créer un sentiment d'impuissance dans la classe ouvrière, d'alimenter en pro-

fondeur dans ses rangs l'impression qu'elle ne peut rien faire devant ce déferlement de haine. Il s'agit de pousser ainsi à choisir et à prendre parti entre la violence "incontrôlée" des loubards et la brutalité "contrôlée" des représentants de l'ordre bourgeois. Mais il s'agit aussi de faire perdre aux ouvriers toute confiance en eux, de les pousser toujours plus vers le gouffre de l'atomisation et du repli sur soi. Assourdis par les inquiétants coups de trompette de la bourgeoisie et ses incessants roulements de tambour, on les engage à ne plus voir les choses qu'à travers les lunettes du "citoyen" individuel, en tentant de leur faire perdre toute identité de classe ; on les noie, on les dilue dans la population en général, enchaînés à la défense des intérêts de l'Etat bourgeois, sans perspective autre que d'accepter leur sort avec résignation, une matraque derrière le dos.

Ce *"no future"* que la bourgeoisie tente d'injecter à hautes doses au prolétariat, c'est celui de son système, le capitalisme. Ces enfants et ces adolescents qui errent la nuit sans but, situation dont l'Etat cherche à rendre responsables les ouvriers en les culpabilisant sur leur rôle de parents, ces jeunes qui ne trouvent pas de travail et expriment leur révolte à travers des actes de destruction imbéciles, ou qui ne trouvent leur subsistance que dans les trafics en tous genres, otages et jouets inconscients d'une mafia et d'une voyoucratie sans scrupule qui deviennent leur triste modèle, ne sont que les produits de ce système en pleine décomposition. Tout en les "dénonçant", la bourgeoisie se fait fort de les flatter par de multiples moyens médiatiques.

Car c'est justement cette décomposition que la bourgeoisie retourne à son profit afin de marginaliser toujours plus ces enfants nés dans la crise et leur faire perdre toute référence d'appartenance à

la classe ouvrière, dont ils sont issus. Et c'est aussi cette décomposition qu'elle utilise pour "montrer" aux prolétaires que, hors la société capitaliste, il n'existe pas d'issue, que la seule voie, c'est la soumission à la loi du capital. Elle voudrait justement faire oublier que c'est le prolétariat seul qui, lui, a une perspective à apporter à toute cette misère morale et à cette pourriture sociale, par le développement de ses luttes vers la révolution communiste et la destruction de l'ordre bourgeois.

KW (19 janvier)

(SUITE PAGE 4)

UN SEUL ET MÊME COMBAT

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

les manifestations, chômeurs et actifs doivent mettre en avant des revendications communes à tous.

Face au fléau du chômage qui, dans les mois et les années qui viennent, va frapper de plus en plus tous les secteurs, les prolétaires n'ont aujourd'hui pas d'autre choix que de se préparer à mener un tel combat.

Pour cela, ils doivent prendre conscience que la bourgeoisie se prépare elle aussi, dès aujourd'hui, à saboter leur lutte en renforçant ses principales forces d'encadrement et de division : les syndicats.

Dans ce combat contre la misère et le chômage, la classe ouvrière devra empêcher les syndicats et les autres organes de la bourgeoisie de lui confisquer les armes de la lutte (assemblées générales et manifestations, comités de grève, comités de luttes, etc.). C'est dans les assemblées souveraines, ouvertes à tous, que les chômeurs et les

"actifs" doivent discuter, prendre ensemble des décisions sur les actions à mener, élaborer des revendications communes, élire des délégués révocables et responsables devant l'ensemble des ouvriers en lutte. C'est uniquement dans la lutte la plus large, la plus massive et unie possible que les ouvriers pourront déjouer les pièges, les manœuvres de division et de sabotage des syndicats, afin de les empêcher de prendre des décisions à leur place, et d'aller "négocier" dans leur dos avec le gouvernement et le patronat.

C'est seulement en prenant eux-mêmes en charge la direction de leur combat que les prolétaires pourront construire un rapport de force en leur faveur et affirmer leur identité de classe, une classe solidaire, unie, n'ayant aucun intérêt particulier, antagonique à défendre face à l'Etat capitaliste qui va chercher en permanence à les diviser pour mieux faire passer ses attaques.

RI (23 janvier)

Le chômage massif signe aujourd'hui la faillite du capitalisme

L'ampleur de la crise économique, suite aux secousses monétaires et boursières qui frappent de plein fouet l'Asie, jette à nouveau des millions de prolétaires à la rue. Les plus grands pays capitalistes ne seront pas épargnés. Ainsi, malgré les discours sur la "croissance", les entreprises les plus performantes et les économies prétendues les plus "saines" accélèrent déjà les licenciements.

Face à cela, la bourgeoisie et ses médias présentent le chômage comme une fatalité, tout en "proposant" des "solutions". Ils peuvent ainsi justifier les sacrifices imposés aux ouvriers, sous la forme d'un véritable chantage à l'emploi, en cherchant à culpabiliser les "actifs", en leur demandant de "partager" travail et salaire. Bref, ils généralisent la misère, au nom de la "solidarité".

Le chômage qui affecte aujourd'hui la classe ouvrière n'est pas un phénomène nouveau. Depuis ses origines, le capitalisme a connu des crises périodiques qui, à chaque fois, se traduisaient par une poussée du chômage et une violente attaque contre les conditions de vie des ouvriers.

Le chômage dans la période ascendante du capitalisme

Au moment le plus aigu des crises cycliques du siècle dernier, certains secteurs, comme le textile, pouvaient licencier jusqu'à 50% de leur main d'oeuvre. Plus largement, lorsque le patron ne parvenait pas à vendre ses marchandises sur un marché ponctuellement saturé, il se voyait dans l'obligation de jeter à la rue la classe laborieuse. L'exode rural forcé ainsi que la ruine de milliers d'artisans incapables de concurrencer les grandes entreprises capitalistes qui produisaient moins cher, faisaient qu'une énorme masse de sans-travail affluait vers les grandes villes pour garnir les rangs du prolétariat. Cette gigantesque "armée industrielle de réserve" permettait alors à la bourgeoisie de faire pression sur les salaires pour les maintenir au niveau le plus bas. Si le chômage est également resté particulièrement élevé avant 1850 dans le pays industriel le plus puissant à l'époque, l'Angleterre, c'est que ses marchandises ne parvenaient pas à être écoulées de manière suffisante. Ceci, tant sur le marché intérieur saturé, que

dans les pays du continent qui adoptaient des mesures "protectionnistes". La France et l'Allemagne avaient en effet tendance à fermer la porte aux produits anglais, pour ne pas être concurrencés et favoriser les débuts de leur propre révolution industrielle. Mais à partir de la seconde moitié du XIXe siècle, la vitalité du capitalisme, qui constituait un système n'ayant pas encore conquis la planète, permettait de résoudre les effets les plus dévastateurs de la concurrence et, surtout, de surmonter momentanément les crises de surproduction. Grâce à la découverte de nouveaux débouchés obtenus par les conquêtes coloniales, les massacres de populations indigènes et le pillage des matières premières, les marchandises vendues pouvaient permettre ainsi de réaliser la plus-value, c'est-à-dire le profit. Cette barbarie ne permettait pas seulement d'écouler les surplus de marchandises dans ces zones pré-capitalistes. Elle permettait en même temps d'étendre le mode de production capitaliste, faisant des anciens producteurs de nouveaux prolétaires. Cette marche forcée, au prix d'épisodes sanglants, conduisait l'industrie à absorber et intégrer à peu près partout une main d'oeuvre toujours plus nombreuse et concentrée. C'est durant cette période que l'Europe continentale et les Etats-Unis entraient de plein pied dans la révolution industrielle. La colonisation et le développement du capital américain absorbèrent donc nombre de chômeurs potentiels par le biais de l'émigration européenne (50 millions d'euro-

péens quittèrent le "vieux continent" entre 1850 et 1914).

Ainsi, dans l'ascendance du capitalisme, pour les prolétaires, malgré la misère et la surexploitation qu'ils subissaient, les conditions d'expansion du capitalisme leur permettaient non seulement de vendre leur force de travail, mais encore de se constituer en classe, de s'organiser, de développer leur unité et d'arracher aux exploiters des réformes et des améliorations durables. De plus les conquêtes de zones extra-capitalistes dans toutes les régions du globe permettaient de limiter le chômage grâce à l'ouverture et à l'élargissement du marché mondial. Durant cette période, malgré son caractère inhumain, le chômage n'avait pas la signification tragique qu'il a aujourd'hui, où il apparaît comme un véritable cancer social.

Dans la décadence : une inexorable augmentation que la bourgeoisie ne peut enrayer

La Première Guerre mondiale, dont l'origine est liée au repartage des marchés entre les différentes bourgeoisies nationales, sanctionne la fin de cette phase dynamique du capitalisme et annonce sa décadence. La guerre inaugure désormais un cycle permanent de crise - c'est-à-dire de développement du chômage -, de guerre, de reconstruction, de nouvelle crise... L'engrenage impérialiste enclenché avant 1914 et aboutissant à une terrible boucherie est le produit, à un niveau global, de la surproduction et de la saturation des marchés au niveau mondial. Dès lors le chômage prend une qualité nouvelle.

Si au lendemain de la "Grande Guerre" le taux de chômage est resté assez peu élevé, c'est avant tout du fait que des millions de prolétaires avaient été fauchés sur le front. La période de reconstruction qui a suivi a permis provisoirement d'absorber une main d'oeuvre diminuée. Dix ans après le conflit, la

surproduction qui entraînait la catastrophe de 1929 provoquait une montée dramatique du chômage dans tous les pays industriels. Le chômage est passé de 5,9 % à 13,1 % au Royaume-Uni entre 1929 et 1932 et de 5,9 % à 17,2 % pour la même période en Allemagne. L'exemple le plus significatif est son bond spectaculaire aux Etats-Unis, où il est passé de 3% en 1929 à 25% en 1933 ; situation caractérisée par ses grèves "dures" et ses longues files d'attente aux soupes populaires.

Si par la suite on enregistre une légère décroissance dans la plupart des pays jusqu'au déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, cela n'est du essentiellement qu'au développement du capitalisme d'Etat, à la production d'armement et à la politique de grands travaux d'inspiration keynésienne qui marquent la fuite en avant du capitalisme vers la préparation directe d'une nouvelle boucherie impérialiste, comme seule "réponse" à ses contradictions mortelles. Ces politiques appliquées aussi bien par les régimes démocratiques ("New Deal" aux Etats-Unis et programme du Front Populaire en France) que par les régimes "totalitaires" (plan quinquennaux en URSS, mise en place de l'Institut pour la Reconstruction Industrielle -IRI- en Italie, plan de quatre ans en Allemagne), à coup de déficits budgétaires et d'endettement, permettaient de maintenir et de créer une activité artificielle.

Tous les Etats poussaient violemment les prolétaires à se sacrifier pour les intérêts de l'économie nationale. Et de ce point de vue, les stalinien de l'URSS, de la fameuse "patrie du socialisme", n'étaient pas en reste. La glorification des "héros du travail", conduisant à la construction du mythe Stakhanov, faisait partie de l'arsenal idéologique bourgeois pour pressurer au maximum la force de travail. Si les stalinien se targuaient de ne "pas connaître le chômage", la mobilisation dans les vastes camps de production de l'industrie

lourde, au service de l'armement et du capital russe, où les prolétaires devaient s'épuiser pour des conditions de vie misérables en était le prix à payer. Ceci, sans compter la masse des travailleurs entassés dans les goulags !

Aujourd'hui : chômage de masse et paupérisation absolue

Si, de 1945 jusqu'à la fin des années soixante, le taux de chômage est resté encore relativement faible, c'est grâce à la phase de reconstruction d'après guerre.

Mais à la fin des années soixante, celle-ci est terminée. Les nations dont le potentiel industriel avait été détruit, comme l'Allemagne, peuvent de nouveau produire et, surtout, encombrer le marché mondial. Le chômage, jusque là repoussé ou atténué momentanément par l'économie de guerre, la reconstruction, les mesures étatiques et le développement du crédit, revient alors avec fracas. Contrairement à la veille de la Première et de la Seconde Guerre mondiale, la bourgeoisie ne peut embrigader derrière les drapeaux nationaux une masse ouvrière qui, avec le mouvement de Mai 68, a retrouvé le chemin de la lutte sur son propre terrain de classe. L'aggravation de la crise économique entraîne alors un inexorable mouvement de licenciements, dans tous les pays industriels. De récessions en récessions, les chômeurs ne cessent de s'entasser par millions.

Avec le début des années quatre-vingt, le chômage est devenu massif et chronique, ouvrant une ère de paupérisation absolue. Désormais, les différents capitaux nationaux ne peuvent survivre qu'en rejetant dans le chômage un nombre toujours plus grand de prolétaires. Alors que la surproduction atteint des niveaux inégalés et que les Etats croulent sous les dettes, que les secousses monétaires et boursières se multiplient en fréquence et en intensité, que la guerre commerciale se déchaîne tous azimuts, la perspective de "résorber" le chômage par le biais de "sacrifices nécessaires" s'avère être un odieux mensonge. En réalité, face à la concurrence, toutes les bourgeoisies nationales sont obligées de "rationaliser" leur production. Cela signifie qu'elles doivent dès maintenant fermer les usines les moins rentables, augmenter la productivité du travail, diminuer les effectifs, accélérer les cadences, baisser les salaires. La crise et le chômage ainsi engendré ne sont ni cycliques, ni conjoncturels. Alors que le capitalisme avait pour raison d'être essentielle de développer les forces productives en généralisant le salariat comme c'était le cas dans le passé, son incapacité évidente aujourd'hui à donner du travail à des dizaines de millions de prolétaires signifie que ce système est arrivé au bout du rouleau.

En cette tragique fin de siècle, le drame du chômage illustre de façon éclatante la faillite du mode de production bourgeois. Il témoigne de la nécessité pour la classe ouvrière de renverser ce système moribond et de mettre fin, par la révolution communiste mondiale, à la misère capitaliste.

MOUVEMENTS DES CHÔMEURS

(SUITE DE LA PAGE 3)
garantie d'emploi alors que d'autres occupent des Assedics ?".

Derrière cela, c'est un véritable travail de division de la classe ouvrière qui a été entrepris pour mieux l'attaquer. D'ailleurs, avec son milliard débloqué "en faveur" des chômeurs, le gouvernement indiquait clairement que c'est sur le dos des salariés en activité que sera prélevée cette dîme au nom de la "solidarité" avec les chômeurs. Et Jospin déclarait aussi, lors de son interview télévisée, que le relèvement de tous les minima sociaux serait une charge supplémentaire "insupportable" pour les salariés. La bourgeoisie se prépare également à opposer à la moindre revendication salariale l'argument : "vous n'avez pas à vous plaindre puisque vous avez la chance d'avoir du boulot. Et si vous n'êtes pas contents de vos conditions de travail, on ne vous retient pas car il y a des millions de chômeurs qui attendent à la porte et qui seraient bien contents de prendre votre place".

Dans ce cadre, la bourgeoisie a pu utiliser la division syndicale pour orchestrer un véritable partage du travail entre les syndicats les plus radicaux comme SUD ou le Groupe des Dix aux côtés de la CGT, qui étaient les plus actifs auprès des chômeurs, tandis que les plus modérés comme la CFDT et FO s'abstenaient de participer pleinement au mouvement et même l'accusaient "d'être manipulé par la CGT et les trotskistes" (Notat) ou "récupéré" (Blondel).

Etendre l'encadrement syndical aux chômeurs

Ceci constitue un piège pour les ouvriers. Toutes ces fractions se retrouvent ensemble au bout du compte pour proposer aux ouvriers de se battre aux côtés du gouvernement et contre le patronat érigé en bouc-émissaire pour les "35 heures" présentées comme la solution au chômage. Ainsi, les syndicats, CGT en tête, les partis de la gauche "radicale", les associations et les orga-

nisations gauchistes cherchent tous à masquer la responsabilité centrale du gouvernement vis-à-vis de ces attaques...contre toute la classe ouvrière.

L'autre objectif que poursuit la bourgeoisie est de se préparer à terme à compléter son appareil d'encadrement en prévision d'un développement futur des luttes ouvrières, en réaction aux attaques et à l'accroissement d'un chômage encore plus massif. Dans le mouvement qu'elles ont animé, l'étroite coopération entre la CGT et les associations de chômeurs augure d'un futur partage du travail d'encadrement de toute la classe ouvrière. Cela permet à un "grand syndicat ouvrier" comme la CGT de se positionner dans la lutte des chômeurs. D'autre part, la bourgeoisie sait que, parmi ceux qu'elle s'apprête à jeter à la rue, il y aura des ouvriers qui auront une expérience des sabotages syndicaux et leur mouvement pourra alors être canalisé en les récupérant dans le cadre d'associations qui ne se présentent pas comme des syndicats.

La bourgeoisie se donne ainsi de façon préventive les moyens pour empêcher les chômeurs (qui pourraient à terme constituer un facteur important de radicalisation et d'unification du combat) de rejoindre la lutte engagée par les ouvriers en activité.

Voilà pourquoi ce mouvement a été présenté avant tout comme une "victoire morale" pour les chômeurs, alors qu'aucune des revendications mises en avant n'a été satisfaite : ni prime de 3 000 F, ni relèvement conséquent des minimas sociaux.

La bourgeoisie s'est servie des chômeurs et du fait que le problème du chômage constitue une préoccupation majeure de tous les prolétaires, pour pourrir le terrain de la lutte de classe. Elle retourne ainsi cette préoccupation contre toute la classe ouvrière dans le but d'attaquer sa conscience de classe, son unité en accentuant son désarroi et son sentiment d'impuissance.

CB (23 janvier)

(d'après RI n°220)

CRISE MONÉTAIRE ET BOURSIÈRE EN ASIE

Une étape dans l'effondrement de l'économie mondiale

La bourgeoisie respire. Pendant plusieurs jours consécutifs les nouvelles en provenance d'Asie n'ont pas annoncé une nouvelle dégradation de la situation économique. Celle-ci serait-elle stabilisée, une nouvelle base aurait-elle été établie, grâce aux plans du FMI, pour un départ vers une nouvelle prospérité ? Aucunement. Quelle que soit la durée du répit apparent accordé à l'économie mondiale, celle-ci est appelée à se dégrader inexorablement. Depuis trente ans, elle est entrée dans une crise irréversible (1) qui s'accélère aujourd'hui comme l'illustrent ces sept derniers mois de crise financière et boursière en Asie.

Depuis le mois de juillet 1997, les économies asiatiques ont été atteintes et certaines d'entre elles ont nécessité des plans de sauvetage du FMI. La Thaïlande d'abord, puis la Corée du Sud dont l'ampleur du déficit à combler se révélait chaque semaine plus important. A peine pensait-on avoir touché le fond du déficit de la Corée qu'il s'avérerait falloir revoir à la hausse l'effort à entreprendre pour sauver la Thaïlande. Et puis, enfin, ce fut le tour de l'Indonésie pour laquelle il fallait engager d'urgence un plan de sauvetage à défaut de quoi sa faillite risquait de faire tâche d'huile.

Si l'on se réfère aux discours de la bourgeoisie, il est difficile de savoir à quoi s'en tenir, tant ceux-ci sont contradictoires. En effet, certains de ses experts, qui doivent parfois dire la vérité pour informer objectivement les "décideurs", les "politiques", avaient depuis longtemps déjà mis en évidence les périls qui menaçaient les économies asiatiques : "la question est de savoir quel sera le premier des tigres d'Asie à tomber" écrivait le journal anglais, *The Guardian*, le 16 octobre 1996. Cela n'a évidemment pas empêché, par la suite, d'autres experts, et les médias en général, d'entretenir activement des illusions sur "l'El Dorado asiatique". "Le miracle asiatique n'est pas terminé", écrivait le *Monde Diplomatique* de février 1997. Et même en pleine crise - mais cependant avant qu'elle n'atteigne les sommets de décembre et janvier, Alan Greenspan, président de la Réserve Fédérale américaine, déclarait le

30 octobre 1997 : "les récentes perturbations sur les marchés financiers pourraient apporter des bénéfices à long terme pour l'économie américaine" et "cela ne signifie pas la fin du boom de la croissance en Asie". Pourquoi un tel optimisme ? Vis-à-vis de la bourgeoisie elle-même, au moment où les valeurs boursières et certaines monnaies s'effondrent, ce n'est pas du réalisme qui est nécessaire mais de l'illusion, pour tenter d'endiguer la "crise de confiance". Et vis-à-vis de la classe ouvrière, il s'agit de cacher tout ce qui est susceptible d'alimenter la prise de conscience sur la faillite du système.

Mais, en certaines circonstances, la gravité de la situation impose de parler le langage de vérité. C'est ainsi que, face aux industriels américains inquiets du handicap que constitue la baisse de la monnaie japonaise pour la compétitivité de leurs produits sur le marché intérieur des Etats-Unis, Robert Rubbin, secrétaire au Trésor américain, déclarait le 4 janvier que "Washington se devait d'aider au sauvetage des économies asiatiques pour protéger les intérêts vitaux des Etats-Unis". En d'autres termes, même si cela doit en coûter, rien faire qui, en aggravant la situation des économies asiatiques, risque de les faire couler complètement, entraînant avec elles les Etats-Unis, par exemple.

Mais même si la bourgeoisie parvient à s'éviter cette issue, il n'en demeure pas moins que l'aggravation de la crise va, à terme, affecter gravement l'économie mondiale.

On mesurera sans peine l'évolution vers plus de réalisme du discours de Greenspan qui évoquait récemment le "risque de formation d'un cercle économique vicieux, déflationniste, dans lequel les baisses de prix s'accompagneraient [dans les grands pays industrialisés] d'une réduction des profits des entreprises, d'une rigueur salariale extrême, de plans massifs de licenciements, d'un recul simultané de la consommation et de la production industrielle". (Cité par *Le Monde* du 7 janvier). En d'autres termes, c'est de la récession ouverte, violente, qu'il s'agit avec toutes ses conséquences sur la classe ouvrière.

Des informations sur la situation sociale en Asie commencent à parvenir, qui contrastent avec la sérénité qu'affi-

chait la bourgeoisie il y a encore deux mois de cela. Il y a eu, en Indonésie, deux millions de chômeurs supplémentaires depuis le mois de juillet ; en Chine, 12 millions d'ouvriers de la fonction publique licenciés en 1997, sur les un peu plus de cent millions que compte ce secteur. A ce bilan déjà lourd et certainement incomplet s'ajoutent les perspectives suivantes : renvoi prochain d'un million de travailleurs immigrés de Malaisie ; trois millions de chômeurs supplémentaires en Indonésie ; un million en Thaïlande ; 700 000 en Corée du Sud. Déjà, des émeutes contre l'augmentation du prix des produits alimentaires ont éclaté dans divers pays asiatiques touchés par la crise.

Quelle qu'en soit l'échéance, des attaques massives sont inéluctables contre

la classe ouvrière des puissances industrielles d'Europe et aux Etats-Unis, la crise elle-même étant insurmontable (1). En effet, face à celle-ci, tout ce que peut faire la bourgeoisie pour tenter d'éviter que des pans entiers de l'économie mondiale ne s'effondrent brutalement, c'est de s'unir momentanément et de procéder à de nouvelles injections de crédit qui ne pourra jamais être remboursé. Ces mesures d'urgence ne peuvent que reporter à plus tard l'explosion des contradictions d'un système en faillite et accroître leur ampleur et leur caractère explosif.

Bn (17 janvier)

(1) Voir articles de la *Revue Internationale* n° 92 et de RI n° 274 et 275.

COMMENT LE PCF EST DEvenu UN PARTI STALINIEN

(SUITE DE LA PAGE 6)

catastrophiques dans les années suivantes, malgré des oppositions très fortes au sein de l'IC de la part de certaines gauches. Ce fut notamment le cas de la gauche italienne qui venait de mener un dur combat au Congrès de Livourne de janvier 1921 contre l'opportunisme et contre la social-démocratie et la gauche allemande (le KAPD) qui venait de subir une sanglante répression d'un gouvernement social-démocrate. Pour le PCF, cette orientation désastreuse venait alimenter les pires confusions. Le centre et les "fédéralistes" s'y opposaient très vivement en argumentant que "cette orientation était inapplicable à la France", cristallisant ainsi leur position contestataire vis-à-vis de l'IC sur un terrain vicié. De son côté, la gauche qui ne voyait dans cette position du centre que la manifestation d'une résistance au centralisme, défendait avec vigueur et énergie cette directive parfaitement opportuniste de l'IC. Malgré les vivants débats au premier Congrès du PCF à Marseille en décembre 1921 (auxquels participe le leader de la Gauche italienne Bordiga en tant qu'un des représentants de l'IC), la direction Cachin-Frossard provoque la démission de la gauche du comité directeur, mais un compromis consistant en une représentation paritaire du centre et de la gauche au sein de la direction du parti est finalement directement imposé par l'IC. Cependant l'affrontement interne se poursuit et culmine au Congrès national suivant en octobre 1922. Le centre tente un coup de force en décidant d'assumer seul la direction du parti. Il est alors désavoué par l'IC qui invite les principaux leaders du centre au IVe Congrès de l'IC début novembre. Cachin et Ker s'y rendent. Frossard se dérobe. Alors que la question de la France est au coeur des débats, l'IC apprend incidemment l'appartenance de Frossard et d'autres leaders du PCF à la franc-maçonnerie et fait adopter, sous l'impulsion de Trotski, une nouvelle condition aux Statuts de l'IC, réservée au PCF, pour rappeler que, de telles pratiques d'infiltration d'une idéologie bourgeoise dans le mouvement ouvrier, sont inacceptables. Frossard après avoir tenté de semer la pagaille, n'a plus d'autre choix que de démissionner.

Le PCF, qui sera pendant plusieurs années une des préoccupations les plus constantes de l'IC, d'autant que la France apparaissait clairement comme un enjeu majeur de l'extension de la

révolution mondiale, procède alors à un brutal virage entre 1923 et 1925. Sous l'impulsion du Komintern, il se met à développer une politique activiste et volontariste en direction des usines. Celle-ci se produit en plein reflux de la vague révolutionnaire mondiale. La Russie est totalement isolée. Lénine, gravement malade, assiste impuissant aux premières manifestations d'une dégénérescence qui contamine déjà le parti bolchevik. Ce dernier cherche à s'illusionner, sur une hypothétique révolution allemande qui a déjà été écrasée dans le sang entre 1919 et 1921. La désorientation est telle qu'agissant au nom de l'IC, un de ses leaders, Radek, va "tendre la main" au nationalisme allemand. *L'Humanité* proclame, elle, la révolution imminente en Allemagne. Même Trotski pense que "le cartel des gauches", dominé par le courant radical-socialiste hérité de la IIIe République, augure d'une situation pré-révolutionnaire en France, à la façon d'un gouvernement Kérénski.

La classe ouvrière elle-même n'est pas dégagée des illusions de la "paix" retrouvée et de l'ivresse déversée par la bourgeoisie des "pays vainqueurs de la guerre". Le nouveau parti, loin de lui dessiller les yeux et de lui montrer la gravité des enjeux, s'extasie, dans les colonnes de *L'Humanité*, sur le "succès" de la moindre grévette locale et gonfle démesurément la moindre manifestation antimilitariste, lui faisant miroiter la perspective d'une révolution toute proche alors que la plupart du temps, il ne réussit à mobiliser que ses propres militants. Le reflux de la vague révolutionnaire entraîne la dégénérescence opportuniste de l'IC qui s'accélère considérablement à la mort de Lénine en janvier 24. C'est le début d'un cours vers la contre-révolution. Le parti bolchevik, happé par l'appareil d'Etat avec lequel il tend à se confondre de plus en plus et englué par une bureaucratie toujours prête à obéir au plus fort, se vide progressivement de toute vie politique prolétarienne. Les soviets asphyxiés meurent et le pouvoir prolétarien cède la place à un pouvoir d'Etat qui absorbe et intègre de nouveaux rapports de forces fondés sur des alliances et des rivalités de personne qui émergent au sein même du bureau politique. Ainsi, le regroupement formé par Zinoviev, Kamenev et Staline à la tête du parti bolchevik se donne-t-il comme principal objectif de lancer une vaste campagne de dénigrement contre Trotski pour l'évincer de la direction.

Placé à la tête du Komintern, Zinoviev est le maître d'oeuvre d'une "bolchévisation" des autres PC qui consiste à instaurer des règles militaires et disciplinaires de soumission à la politique de l'IC. Le Komintern exploite en particulier les rivalités politiques présentes dans la gauche du PCF pour développer une politique organisationnelle "d'épuration". Prétextant l'indiscipline organisationnelle de Souvarine, il le fait exclure au Ve Congrès de l'IC alors que ce dernier avait publiquement pris la défense de Trotski, en même temps que plusieurs militants révolutionnaires de valeur, de la trempe de Rosmer ou de Monatte. Parallèlement, il impulse au sein du PCF une politique d'agitation activiste, fortement critiquée par la gauche italienne : création des cellules d'entreprise qui enferment les ouvriers dans la vie étroite de l'usine, favorisant le cloisonnement, le corporatisme et l'ouvriérisme aux dépens des débats ouverts et de la vie politique dans l'organisation révolutionnaire et dans la classe elle-même. De même, la propagande antimilitariste au sein de l'armée qui, faute de correspondre à une situation de montée de luttes révolutionnaires au sein de la classe ouvrière, contribuent à isoler le PCF de l'ensemble du prolétariat.

Cependant, c'est avec l'introduction en Russie d'une "nouvelle théorie", celle de la "construction du socialisme dans un seul pays", totalement étrangère au marxisme et en contradiction absolue avec les combats menés par les bolcheviks et l'Internationale, que le PCF allait devenir un fidèle serviteur de la contre-révolution stalinienne et le grand complice de tous ses crimes.

Il lui fallait également s'intégrer au sein de l'appareil d'Etat de la bourgeoisie française. C'est ce pas qu'il allait brillamment franchir en devenant par la suite un ardent défenseur du capital national, en oeuvrant de toutes ses forces à l'embrigadement du prolétariat dans la nouvelle boucherie mondiale qui se préparait. C'est ce que nous verrons dans une prochaine deuxième partie.

CB

(1) Marcel Cachin avait été envoyé en Italie pour remettre à Mussolini de l'argent afin qu'il publie un journal chauvin appelant à l'entrée en guerre. C'est ce même Cachin qui se vantait d'avoir pleuré de joie lorsqu'il a vu le drapeau français flotter à nouveau sur Strasbourg en 1918.

MASSACRES EN ALGÉRIE

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

attaque en règle ouvertement anti-islamique. En clair, l'impérialisme français n'a pas eu le choix. Soit il continuait de rester sur une position "dure" et ultra-défensive s'opposant contre vents et marées à toute ingérence "étrangère" (c'est-à-dire non-française) en Algérie, au risque de tout y perdre, soit il jouait le jeu au minimum afin de sauver les meubles ; ce qu'il fait à l'heure actuelle.

Et sa prise de position récente, derrière ses répugnances et hypocrites larmes de crocodile, signe un affaiblissement non négligeable, une involution de ses capacités, non seulement à tenir en main les forces aux prises dans cette région "traditionnellement" sous son contrôle, mais encore à imposer à ses rivaux tant européennes qu'américaines ses exigences d'impérialisme de tutelle dans cette même région. La France est ainsi contrainte d'accepter malgré elle les "bons offices" de ses partenaires européens ; ce qui pour elle est un moindre mal que s'il s'agissait de l'intervention de l'ONU pour le compte des Etats-Unis !

Cela dit, la mise sur pied de la fameuse visite de la "troïka" acceptée de mauvaise grâce par Alger ne signifie nullement une atténuation des tensions en Algérie. Loin de là ! Déjà, sa simple

présence à Alger n'a en rien freiné les massacres et, pire, on a vu des bombes exploser au coeur de la capitale, jusqu'ici relativement épargnée. Il ne faudrait de plus pas croire que les pays pour le compte desquels la troïka s'est mise en place y sont pour faire de la figuration. En tête la Grande-Bretagne, puis l'Autriche et le Luxembourg, derrière lesquels se cache à peine l'Allemagne. C'est tout dire, on y retrouve avec la France les mêmes protagonistes que lorsqu'a éclaté la guerre dans l'ex-Yougoslavie il y a sept ans. Sans compter bien sûr l'Amérique qui ne peut que faire un forcing maximum afin de doubler ses rivaux, dans ce nouvel épisode de la guerre du "chacun pour soi". Aussi, tous les discours lénifiants et "pacifistes" qu'on entend autour de l'Algérie ont pour toile de fond une accentuation élargie des tensions impérialistes, particulièrement en direction du Sud méditerranéen. Car il ne s'agit ici plus seulement de l'antagonisme entre la France et les Etats-Unis, mais d'une situation aggravée dans laquelle les impérialismes des pays européens viennent définitivement de s'engouffrer, ouvrant une nouvelle brèche et donnant de nouvelles forces au chaos qui règne sur l'ensemble de la planète.

KW (23 janvier)

Comment le PCF est devenu un parti stalinien

En proclamant aujourd'hui haut et fort sa "mutation", en déclarant même comme Robert Hue à la télévision que **"le stalinisme était une monstruosité"**, le PCF cherche à effacer et à faire oublier ses liens indissolubles avec le stalinisme. Un rappel des grandes lignes de l'histoire de ce parti qu'il cherche maintenant à occulter permet de mettre en évidence l'énormité de ce mensonge.

Le PCF était cependant, à sa naissance, un parti authentiquement révolutionnaire, un produit de la vague révolutionnaire internationale du prolétariat, comme les autres partis communistes qui se forment à la même époque dans le sillage de la révolution d'Octobre victorieuse en Russie et de la fondation de la IIIe Internationale, l'IC.

Il se constituait en décembre 1920 au Congrès de Tours à travers une scission d'avec le vieil appareil social-démocrate français dont les principaux dirigeants s'étaient ralliés d'un bloc à "l'Union Sacrée" et à la guerre impérialiste de la bourgeoisie.

Cependant, la constitution de ce parti révolutionnaire est déjà marquée par l'opportunisme, en totale contradiction avec la ferme défense des intérêts et des principes du prolétariat.

Elle est le fruit d'un compromis que l'IC a commis la lourde erreur d'encourager. Ce compromis est passé entre une gauche très faible (ses deux principaux porte-parole, Lorient et Souvarine

sont emprisonnés à ce moment-là) et un fort courant majoritaire "centriste".

Un parti ouvrier fragile et rongé par l'opportunisme dès sa naissance

Cette tactique est désastreuse parce que l'adhésion ne se fait pas, fait unique dans l'histoire des PC européens, sur les "21 conditions d'admission à l'IC" qui exigeaient en particulier une rupture complète et définitive avec la politique opportuniste du centrisme envers le réformisme, le social-patriotisme, le pacifisme, mais sur des critères nettement moins sélectifs. L'objectif de cette tactique de l'IC était d'entraîner la majorité à se séparer de la droite de la social-démocratie, parti de gouvernement bourgeois et ouvertement patriotard. Malheureusement, la gauche du nouveau parti regroupe seulement une poignée de militants internationalistes pendant la guerre et des jeunes militants souvent inexpérimentés, mus avant tout par un élan

enthousiaste devant la révolution russe. Le centre largement majoritaire au sein du nouveau parti est infesté d'opportunistes, peu ou prou "repentis" d'avoir trempé dans l'Union Sacrée. Ses représentants les plus typiques sont ainsi Frossard, conciliateur-né et habile manœuvrier politique (qui, bien qu'assez rapidement rallié à la minorité pacifiste, était parvenu à se faire nommer secrétaire général du vieux parti socialiste et qui va conserver cette fonction au sein du nouveau parti communiste) et Cachin, ex-émissaire du gouvernement français pour entraîner l'Italie dans la guerre (1). En même temps, vient s'agréger au parti une autre composante importante, imbibée de fédéralisme anarchisant (surtout représenté au sein de la fédération de la Seine), qui se retrouvera en chaque occasion, sur le plan organisationnel, aux côtés du centre contre la gauche pour s'opposer à la centralisation internationale et surtout aux orientations de l'IC sur le jeune parti communiste français.

Ainsi, le PCF, dès ses premiers pas, au lieu de rompre avec elles, hérite des tares d'un "socialisme à la française" placé sous la double influence du "jaoussisme" et du "guesdisme". Jaurès n'était nullement marxiste. Son assassinat alors qu'il tentait de "sauver la

paix" à la veille de la guerre de 14 avait rehaussé le prestige du fondateur de *L'Humanité*. Il n'avait pourtant jamais cessé de clamer son vibrant patriotisme et son engagement était un pot-pourri de radicalisme républicain, de réformisme parlementaire, d'humanisme bourgeois. Le va-t-en guerre Guesde, considéré comme le patriarche de "l'école française du marxisme", participait en 1914 comme ministre au gouvernement d'union nationale.

Mais la faiblesse essentielle de la gauche française réside dans son absence de ligne politique claire et cohérente. Incapable de mener un combat résolu contre l'opportunisme, se bornant, au mieux, à défendre au sein du parti les positions de l'IC, elle s'avérera rapidement tout aussi inapte à sécréter une opposition sérieuse à la dégénérescence de l'IC, contrairement à d'autres courants de gauche en Europe. En effet, la gauche allemande, hollandaise et surtout italienne ont combattu dès le début et pendant des années de toutes leurs forces la dégénérescence de l'IC et la montée du stalinisme. Le PCF n'a certes pas détenu le monopole du stalinisme qui a suivi la défaite et l'écrasement de la vague révolutionnaire mondiale, puisque tous les PC ont, sans exception, suivi la même tragique trajectoire qui les a menés, dans le camp

bourgeois, à s'illustrer parmi les pires ennemis et bourreaux du prolétariat. Mais c'est cette faiblesse politique des courants de gauche en France qui explique de façon déterminante pourquoi le PCF a été aussi facilement emporté dans le camp bourgeois et s'est transformé aussi rapidement et sans grande résistance en un des modèles les plus zélés et les plus inconditionnels de la contre-révolution stalinienne, en un des serviteurs les plus dociles de Moscou.

Le PCF et la dégénérescence de l'IC

Entraîné vers le pire opportunisme sous l'impulsion des manœuvres de Frossard et de Cachin, le PCF subit de plein fouet le processus de dégénérescence de l'IC. Celui-ci se fait jour lors du IIIe Congrès de l'IC en juin 1921 qui rompt avec une orientation révolutionnaire.

Adoptant une "nouvelle orientation" désastreuse, ce Congrès décidait une nouvelle tactique opportuniste, celle du "front unique ouvrier", conçu comme le lancement d'actions communes avec le PS pour tenter d'élargir l'influence du PC au sein de la classe ouvrière. Cette politique allait avoir des conséquences

(SUITE PAGE 5)

LE MANIFESTE COMMUNISTE DE 1848

(SUITE DE LA PAGE 8)

ses propres organes de pouvoir politique et de détruire l'Etat bourgeois, et non de s'en emparer, que ce soit de façon violente ou "démocratique". En fait, d'après les préfaces au *Manifeste* écrites plus tard par Engels, ce fut le changement le plus important que l'expérience historique ait apporté au programme communiste :

"(...) en face des expériences pratiques, d'abord de la révolution de Février, ensuite et surtout de la Commune de Paris, où, pour la première fois, le prolétariat a pu tenir entre ses mains le pouvoir politique pendant deux mois, ce programme a perdu par endroits, son actualité. La Commune notamment a démontré que la classe ouvrière ne peut pas simplement prendre possession de la machine d'Etat telle quelle et l'utiliser pour ses propres fins."

Mais ce qui reste valable dans le *Manifeste*, c'est l'affirmation de la nature violente de la prise du pouvoir et la nécessité que la classe ouvrière établisse sa propre domination politique - la "dictature du prolétariat" - telle qu'elle est présentée dans d'autres écrits de la même époque.

Tout aussi valable jusqu'à aujourd'hui est le projet de dépérissement de l'Etat. Le pouvoir politique et l'Etat ne sont une nécessité que dans une société divisée en classes ; puisque le prolétariat n'a aucun intérêt à se constituer en nouvelle classe exploiteuse, mais est contraint de lutter pour l'abolition de toutes les divisions de classe, il s'ensuit que l'avènement du communisme signifie la fin de la politique en tant que sphère particulière, et la fin de l'Etat. Comme le dit le *Manifeste* :

"Lorsque, dans le cours du développement, les antagonismes de classes auront disparu et que toute la production sera concentrée entre les mains des individus associés, le pouvoir public perdra son caractère politique. Le

pouvoir politique au sens strict du terme, est le pouvoir organisé d'une classe pour l'oppression d'une autre. Si, dans sa lutte contre la bourgeoisie, le prolétariat est forcé de s'unir en une classe ; si, par une révolution, il se constitue en classe dominante et, comme telle, abolit violemment les anciens rapports de production - c'est alors qu'il abolit en même temps que ce système de production les conditions d'existence de l'antagonisme des classes ; c'est alors qu'il abolit les classes en général, et, par là même, sa propre domination en tant que classe."

L'internationalisme prolétarien

"Les prolétaires n'ont pas de patrie. On ne peut leur dérober ce qu'ils ne possèdent pas". Depuis 150 ans, la fidélité au principe de l'internationalisme prolétarien et au mot d'ordre qui termine le *Manifeste* "Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !", a été le critère le plus déterminant de l'appartenance au mouvement du prolétariat des partis qui se sont réclamés de lui, tout comme son abandon a toujours été le signe d'une trahison sans retour possible.

Même si, à l'époque du *Manifeste*, le marxisme pouvait être encore amené à soutenir certains mouvements nationaux en tant que moments de la lutte d'une bourgeoisie encore progressiste contre l'absolutisme féodal, il n'y avait aucune ambiguïté chez Marx et Engels sur le caractère bourgeois de tels mouvements et sur l'antagonisme fondamental entre le cadre national et le programme révolutionnaire du prolétariat. "Une des premières conditions de son émancipation, c'est l'action unifiée, tout au moins des travailleurs des pays civilisés", affirme encore le *Manifeste* et *Les Principes du Communisme* sont encore plus explicites : "La révolution communiste (...), se produira en

même temps dans tous les pays civilisés, c'est-à-dire tout au moins en Angleterre, en Amérique, en France et en Allemagne (...). Elle est une révolution universelle ; elle aura, par conséquent, un terrain universel."

L'idée que le communisme, ou même la prise du pouvoir révolutionnaire, puisse se donner pour cadre les limites d'un seul pays, était aussi éloignée des idées de Marx et Engels qu'elle l'était de l'esprit des Bolcheviks qui ont dirigé la révolution d'Octobre 1917, et de celui des fractions internationalistes qui ont mené la résistance à la contre-révolution stalinienne qui, justement, contenait la théorie monstrueuse du "socialisme en un seul pays".

Marx et Lénine contre Staline

Contre les mensonges staliniens (et des ex-staliniens repentis devenus aujourd'hui grands pourfendeurs du communisme) qui prétendent trouver dans le *Manifeste* une prétendue "légitimité marxiste" aux régimes capitalistes d'Etat d'URSS ou ailleurs, il faut affirmer haut et fort que le stalinisme a été, en tous points, la négation même des principes généraux du *Manifeste*, qui, depuis 150 ans forment le corps de doctrine du mouvement ouvrier.

Quel rapport entre le communisme, défini par le *Manifeste* comme "une association où le libre épanouissement de chacun est la condition du libre épanouissement de tous." et les régimes de terreur et de surexploitation staliniens, sinon la plus totale opposition ? "Dans la société bourgeoise, le travail vivant n'est qu'un moyen d'accroître le travail accumulé. Dans la société communiste, le travail accumulé n'est qu'un moyen d'élargir, d'enrichir et d'embellir l'existence des travailleurs" affirmaient Marx et Engels à

l'encontre complète de ce qu'a été l'exploitation féroce des prolétaires sur l'autel de l'accumulation du capital russe et de son effort de guerre impérialiste. La concentration des moyens de production entre les mains de l'Etat, - que les staliniens et les trotskistes font passer pour une mise en pratique des formules du *Manifeste* contre la propriété bourgeoise - n'ont jamais le moins du monde remis en cause "ce triste mode d'appropriation qui fait que l'ouvrier ne vit que pour accroître le capital et ne vit qu'autant que l'exigent les intérêts de la classe dominante" et par lequel "l'immense majorité se trouve frustrée de toute propriété".

Où est la dictature du prolétariat, c'est-à-dire la classe des producteurs qui constitue la majorité de la société s'érigeant en classe dominante, dans le système stalinien qui écrasait les prolétaires sous la férule d'une classe de bourgeois bureaucrates oisifs tout puissants ? Quel lien entre le dépérissement de l'Etat prévu par Marx comme manifestation de la disparition des classes, et le Moloch bureaucratique et policier mis en place par Staline et ses émules ? Enfin, quel rapport entre le cri de guerre internationaliste qui conclut le *Manifeste* et la théorie du "socialisme en un seul pays" qui a servi à justifier l'exploitation capitaliste et l'embrigadement militariste au nom de la défense de la "patrie socialiste", sinon un fossé de sang ?

Mais à l'heure où la bourgeoisie s'acharne sur les prétendus "crimes du communisme", il se trouve aussi ; parmi ses intellectuels aux ordres, certains idéologues "plus malins" qui s'efforcent d'opposer Marx à Lénine, en clamant que les bolcheviks auraient outrepassé l'enseignement de Marx en osant se porter à la tête de la révolution prolétarienne en Octobre 17. Ces gens-là se prétendent des "défenseurs" du marxisme et même de "l'idéal commu-

niste"... pour mieux faire passer le mensonge de la continuité entre Lénine et Staline et pour mieux attaquer la perspective de la révolution prolétarienne. Ils vont chercher la caution d'un Kautsky qui, en 1917 s'était déjà dressé contre la révolution d'Octobre ... au nom d'une prétendue orthodoxie marxiste, héritée de la gangrène opportuniste et réformiste qui avait gagné de larges parties du mouvement ouvrier à la fin du siècle dernier. Une "orthodoxie" qui, aujourd'hui comme hier, vise à transformer Marx en icône inoffensive et invite les prolétaires à renoncer à "l'utopie révolutionnaire", avec une insistance qui n'a d'égale que la peur que lui inspire la révolution prolétarienne.

L'Octobre prolétarien de 1917 constitua non seulement la pleine et entière confirmation de la confrontation de classes prévue par Marx et Engels en 1848, mais la mise en oeuvre conséquente du programme du *Manifeste* : nécessité du renversement violent de l'ordre bourgeois face à la faillite de son mode de production et affirmation de la dictature du prolétariat à travers ses conseils ouvriers, et, ce, dans le cadre inébranlable de l'internationalisme prolétarien, du caractère nécessairement international de la révolution prolétarienne. Ce fil rouge qui va de Marx à Lénine, de la Ligue des Communistes à la 3e Internationale et qui s'est poursuivi, après l'échec de la vague révolutionnaire de 1917-1923, dans les gauches de l'IC et dans les groupes actuels qui se réclament de la Gauche communiste, c'est ce fil là que la bourgeoisie voudrait rompre à tout prix. Car l'enjeu posé à l'humanité, il y a 150 ans, reste plus que jamais d'actualité :

"Que les classes dirigeantes tremblent à l'idée d'une révolution communiste ! Les prolétaires n'ont rien à perdre que leurs chaînes. Ils ont un monde à y gagner".

PW

Lisez la Revue Internationale

Courant Communiste International
Revue Internationale/ 92
 1er trimestre 1998 15ff / 100 fb

CRISE ÉCONOMIQUE
 De la crise des pays "émergents" asiatiques au nouvel effondrement de l'économie mondiale
Perspective internationaliste décode un nouvel oscar du bêtisier politique
 Rapport sur la crise économique du 12e Congrès du CCI

LES FALSIFICATIONS DE LA RÉVOLUTION DE 1917
 Le mensonge
 communisme = stalinisme = nazisme
 Conférences de Moscou
 Les débuts d'un débat prolétarien en Russie
 Contribution de Russie
 La classe non identifiée : la bureaucratie soviétique vue par Léon Trotsky.

LE 6e CONGRÈS DU PARTITO COMUNISTA INTERNAZIONALISTA
 Un pas en avant pour la Gauche communiste

Appel aux lecteurs

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos publications, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations dont ils peuvent disposer sur ce qui se passe autour d'eux, les comptes-rendus des discussions qu'ils peuvent avoir dans les rangs ouvriers nous seraient également utiles, vu les difficultés auxquelles se heurte le prolétariat aujourd'hui. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion.

BROCHURES DU CCI

La décadence du capitalisme

(15 F + frais d'envoi : France 8F /Etranger 18F).

Les syndicats contre la classe ouvrière

(15 F + 8 F/18F)

Nation ou classe

(15 F +8 F/18F)

Le trotskysme contre la classe ouvrière

(30 F + 8 F/18F)

Plate-forme et Manifeste du C.C.I.

(15 F + 8F/18F)

Organisation communiste et conscience de classe

(15 F + 8 F/18F)

L'Etat dans la période de transition

(20 F + 8 F/18F)

Bilan de la lutte des infirmières (octobre 88)

(10 F + 8 F/18F)

Guerre du Golfe

(15 F + 8 F/18F)

La Gauche communiste d'Italie

(80 F + 21F/33F)

La Gauche hollandaise

(120 F + 21 F/33F)

L'effondrement du stalinisme

(20 F + 8 F/18F)

La Révolution russe

(nouvelle édition) (15 F + 8 F/18F)

Luttes dans la fonction publique de décembre 95

Une victoire pour les syndicats, une défaite pour la classe ouvrière

(20 F + 8 F/18F)

La prétendue "paranoïa" du CCI (tomes I et II)

(25 F et 40F + 8 F/18F)

DISTRIBUÉ PAR LES N.M.P.P.

Imprimerie G.-Tautin -9, cité Beauharnais 75011

Directeur de la publication : D. Van Celst
 Numéro de Commission paritaire : 54267

REUNIONS PUBLIQUES ET PERMANENCES

La section du CCI en France organise régulièrement des réunions publiques et des permanences dans plusieurs villes.
 Dans une période où les forces révolutionnaires sont éparpillées, où la discussion, la réflexion politique font cruellement défaut dans les rangs du prolétariat, ces réunions correspondent au besoin de concentrer et ramasser toutes les préoccupations qui se font jour dans la classe ouvrière. Elles se veulent être un lieu ouvert d'échange de points de vue, d'orientation et

d'élaboration de la réflexion politique et théorique, ainsi qu'un lieu de réappropriation de l'histoire de notre classe.

Alors que dans les **réunions publiques**, les discussions s'organisent autour d'un thème précis introduit par un bref exposé de notre organisation, dans les **permanences**, le débat se développe à partir des questions et préoccupations des participants (actualité, histoire du mouvement ouvrier, approfondissement des positions politiques...).

PERMANENCES, VENTES DE LA PRESSE

LILLE

Permanence le samedi-14 février à 14 h 30 à la MNE, 23, rue Gosselet.

Vente de la presse le dimanche 8 février de 11h à 12h au marché de Wazemmes, rue des Sarrazins à l'angle de la rue Racine ou rue du Marché à l'angle de la rue des Sarrazins.

LYON

Permanence le samedi 21 février de 18h à 20h30 au C.C.O., 39, rue G. Courteline, Villeurbanne (bus 27, 37, 38, arrêt Antonins).

Vente de la presse au métro Saxe-Gambetta, le 3^e vendredi de chaque mois de 17 h 15 à 18 h 15.

MARSEILLE

Permanence le vendredi 13 février, à partir de 18 h 30, au buffet Cafeteria de la gare St Charles.

Vente de la presse le samedi 14 février de 11h30 à 12h30, allée centrale du marché de la Plaine, face à la rue Rey et à la rue St Michel (13006).

NANTES

Permanence le samedi 21 février (jour de la réunion publique) de 18h à 20h, à la salle de la Fraternité, 3 rue de l'Amiral-Duchaffault (quartier Mellinet).

PARIS

Permanence les samedi s 31 janvier et 14 février de 18h à 20h, au 27, avenue de Choisy, M^e Porte-de-Choisy.

Vente de la presse au marché de St-Denis (M^e St-Denis-Basilique), le 2^e dimanche du mois, à partir de 11 h 30.

ROUEN

Vente de la presse le dimanche 8 février de 11 h à 12 h, au marché le Clos St Marc (La Brocante).

TOULOUSE

Permanence les vendredis 6 février et 6 mars à 18 h 30. Rendez-vous brasserie « Saint-Exupéry », avenue Saint-Exupéry (près du pont des Demoiselles).

Vente de la presse les dimanches 8 et 22 février, 8 et 22 mars de 10h30 à 12h, au marché aux Puces (place St-Sernin) et les dimanches 18 janvier et 15 février de 11h à 12h30 au marché aux légumes (Jeanne-d'Arc.)

TOURS

Permanence le samedi 14 février à 17 h, 9 place de la Tranchée (en haut de l'avenue de la Tranchée).

Vente de la presse le deuxième samedi du mois de 10h30 à 11h30, au marché de St-Pierre-Des-Corps, place de la Mairie.

RÉUNIONS PUBLIQUES :

EFFONDEMENTS MONÉTAIRES EN ASIE

Le capitalisme n'a pas de solution à sa crise

Marseille : le samedi 7 mars à 20h30.

Rendez-vous à partir de 20h15 à la sortie du M^e Chartreux.

Paris : le samedi 28 février à 17h

27, avenue de Choisy, M^ePorte de Choisy

Nantes : le samedi 21 février de 15 h à 18 h.

Salle de la Fraternité, 3 rue de l'Amiral-Duchaffault (quartier Mellinet).

Toulouse : le vendredi 20 février à 21 h.

Rendez-vous sur la place de l'église de la Fourguette, route de Seysses.

APPEL A LA SOUSCRIPTION

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous poursuivons l'appel lancé en mai 1985 pour le soutien à notre presse et à notre intervention.

Souscriptions

D (Rouen) : 300. G (Meaux) : 25. R (Besançon) : 82.

Lille : Permanence du 13 décembre : S : 50 ; Gd : 20 ; H : 50 ; YK : 15.

Nantes : Permanence du 10 janvier : Julie : 100 ; R : 250.

Paris : Permanence du 13 décembre : Goupil : 135 ; AL : 20 ; JPC : 15. Permanence du 3 janvier : Goupil : 150.

Toulouse : Permanence du 9 janvier : Bertrand : 80 ; André : 112 ; G : 52 ; Christine : 50.

Tours : Réunion publique du 17 janvier : Aboulafia : 200 ; G : 300.

Total : 2006

QUELQUES LIBRAIRIES OÙ L'ON PEUT TROUVER LA PRESSE DU CCI

ANGERS :
 . Contact - rue Lepneveu

BESANCON:

. Les sandales d'Empédocle - 95, Grande Rue

BORDEAUX :

. Le Roi Lire - rue S^{te}-Catherine

BREST :

. Maison de la Presse - 64, rue Jean-Jaurès

CLERMONT-Fd :

. Le Papyvire - 3, rue de l'Ente

. Maison de la Presse - place de Jaude

DIEPPE :

. Maison de la Presse - 102, Grande-Rue

DUNKERQUE :

. Maison de la Presse - 34, rue Poincaré

GRENOBLE :

. Le Sphynx - 6, rue Brocherie

. L'encre sympathique - 6, rue Saint-Laurent

LAVAL :

. Point presse - Centre C^{ial} La-Mayenne

LE HAVRE :

. Presse des Halles - 27, place des Halles-Centrales

LILLE :

. Galerie- 57, rue de Béthune

. Le Comte de Monte-Cristo -C.commercial V2 Villeneuve-d'Ascq

LYON :

. La Gryphe - 5, rue Sébastien-Gryphe (7^e)

. La Proue - 15, rue Childebert (2^e)

MARSEILLE :

. Odeur du Temps - 35, rue Pavillon (1^e)

MARTIGUES :

. Librairie Bellevue - 5, Bd Degut.

MELUN :

. La Porte Ouverte - 19, rue du G^{al}-de-Gaulle

MONTAUBAN :

. Maison de la Presse - rue de la République

MONTPELLIER :

. Librairie Sauramps-Le Triangle - Allée J.-Milhaud

NANTES :

. Vent d'Ouest - 5, pl. du Bon-Pasteur

. Lanoë - 2, rue de Verdun

. Librairie des Boulevards - 20, bd des Anglais

NICE :

. Le Temps de Vivre - 50, bd de la Madeleine

ORLEANS :

. Temps Modernes - rue N-D-de-la-Délivrance

PARIS :

. L'Herbe Rouge - 1 bis, rue d'Alésia (14^e)

. La Brèche - 9, rue de Tunis (20^e)

. Le Point du jour - 58, rue Gay-Lussac (5^e)

. Lady Long Solo- 38, rue Keller (11^e)

SAINT-ETIENNE :

. Librairie de Paris - rue Michel-Rondet

. Utopia - rue Pierre-Berard

SAINT-NAZAIRE :

. Le Temps de Vivre - 71, rue Jean-Jaurès

TOULON :

. Hall de Presse - bd M^{al}-Leclerc

TOULOUSE :

. Toulouse Presse - 60, rue Bayard

. FNAC- 81, bd Carnot

. Les Arcades - place du Capitole

TOURS :

. Librairie - 104, rue Colbert.

PUBLICATIONS DU CCI

Ecrire les adresses comme suit, sans nom de la publication :

ACCION PROLETARIA

Apartado de Correos 258
 Valencia 46080 - ESPAGNE

INTERNATIONALISME

BP 1134, 1000 Bruxelles 1 - BELGIQUE

INTERNATIONALISM

P.O. Box 288 New York
 N.Y. 10018-0288 - U.S.A.

INTERNACIONALISMO

Apartado 20674 Caracas 1020-A - VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION

IR, Box 21106, 10031 Stockholm - SUEDE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE

CP 469, 80100 Napoli - ITALIE

WERELD REVOLUTIE

WR Postbus 11549
 1001 GM Amsterdam - HOLLANDE

WORLD REVOLUTION

BM Box 869,
 London WC1N 3XX - GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION

Postfach 410308 50863 Köln
 ALLEMAGNE

WELTREVOLUTION

Postfach 2216
 CH-8026 Zürich
 SUISSE

REVOLUCION MUNDIAL

Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600
 Distrito Federal, Mexico
 MEXIQUE.

COMMUNIST

INTERNATIONALIST (*publication en langue Hindi*)

POB 25, NIT, Faridabad 121 00.
 HARYANA INDIA.

ABONNEMENTS

ABONNEMENT SIMPLE

(12 numéros du journal) :
 FRANCE : 100 F- ETRANGER :
 100 F - PAR AVION : 120 F

ABONNEMENT SIMPLE

(4 numéros de la *Revue internationale*) : FRANCE : 75 F - ETRANGER : 75 F -
 PAR AVION : 90 F

ABONNEMENT COUPLÉ

(journal + revue) : FRANCE : 170 F
 - ETRANGER : 170 F - PAR AVION : 210 F

ABONNEMENT DIFFUSEUR

Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre presse autour d'eux, nous proposons les modalités suivantes :
 -*RI* : abonnement à 3 : 240 F , à 5 : 400 F.
 -*Revue internationale* : abonnement à 2 : 145 F, à 3 : 250 F.
 Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.

Versement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de RI - CCP523544Y-Rouen, à adresser à la boîte postale de RI :

RI
Mail Boxes 153
108, rue Damremont
75018 PARIS

Arme fondamentale du combat de la classe ouvrière contre le capitalisme

En février 1848 paraissait à Londres, en allemand, la première édition du *Manifeste du Parti Communiste*. 150 ans plus tard, à l'heure où la classe dominante déploie de gigantesques moyens médiatiques pour mettre sous l'étouffoir l'expérience vivante d'Octobre 1917 et pour exorciser le spectre de la révolution prolétarienne, la petite brochure rédigée par Marx et Engels comme programme de la Ligue des Communistes, n'a rien perdu de sa portée historique ni de son actualité. Elle reste l'épine dorsale de la théorie révolutionnaire du prolétariat, le texte fondateur du mouvement ouvrier, tant dans l'affirmation des buts du communisme que dans celle des moyens d'y parvenir. La puissante pénétration avec laquelle le *Manifeste* expose les contradictions mortelles qui condamnent historiquement le capitalisme, l'intransigeance des principes qu'il développe en font plus que jamais une arme indispensable dans les mains de la classe ouvrière pour l'accomplissement de sa tâche historique.

"Les conceptions théoriques des communistes ne reposent nullement sur des idées, des principes inventés ou découverts par tel ou tel réformateur du monde. Elles ne sont que l'expression générale des conditions réelles d'une lutte de classe qui s'opère sous nos yeux". (1).

La rédaction du *Manifeste Communiste* correspond à un moment décisif de l'histoire de la lutte de classe. Celui où la classe porteuse du projet communiste, le prolétariat, commence à se constituer en classe indépendante dans la société. A mesure que se développe la propre lutte du prolétariat pour ses conditions d'existence, le communisme cesse d'être un projet idéal abstrait élaboré par les courants utopistes, pour devenir le mouvement social pratique qui mène à l'abolition de la société de classes et à la création de la communauté humaine authentique. Au moment où le *Manifeste* est rédigé, le mouvement ouvrier commence à se dégager des visions idéalistes et humanitaires portées par les courants de Weitling ou Proudhon (2). Ce n'est pas par hasard si la parution de la première édition du *Manifeste* va précéder de

(1) *Le Manifeste*..., Marx et Engels, Oeuvres Choisies, Ed de Moscou, T1, p. 124 (la plupart des citations qui suivent viennent de la même source).
(2) Voir la *Revue Internationale* : "Le communisme n'est pas un bel idéal mais une nécessité matérielle", notamment les n°68 à 72.

quelques mois les journées de juin 1848 à Paris, dans lesquelles le prolétariat va se démarquer de la bourgeoisie, en menant son propre combat, indépendamment et contre la classe bourgeoise, alors qu'auparavant il était encore noyé dans les mouvements nationaux des révolutions bourgeoises en Europe, ou encore englué dans les mouvements de destruction de machines qui ont caractérisé les balbutiements du mouvement ouvrier. En ce sens, c'est bien le développement du prolétariat comme classe et la maturation de sa conscience qui produit le *Manifeste*, c'est-à-dire le programme révolutionnaire du prolétariat et non l'inverse. C'est bien le prolétariat qui gagna Marx au communisme et non le génie d'un Marx qui fixa au prolétariat l'objectif de la société communiste.

La méthode du matérialisme historique

L'affirmation, dès les premiers paragraphes, que "l'histoire de toute société jusqu'à nos jours, c'est l'histoire de la lutte des classes." fait du *Manifeste du Parti Communiste* (ainsi que son premier brouillon, *Les Principes du communisme*) la première prise de position détaillée du communisme scientifique et de la méthode matérialiste historique. Décrivant les différents changements dans les rapports de classes et l'évolution depuis la société antique jusqu'au féodalisme et au capitalisme,

le marxisme révèle que "la bourgeoisie moderne est elle-même le produit d'un long processus de développement, de toute une série de révolutions survenues dans les modes de production et d'échange." S'abstenant de toute condamnation morale abstraite du surgissement de l'exploitation capitaliste, le texte souligne le rôle éminemment révolutionnaire de la bourgeoisie qui a balayé toutes les vieilles formes féodales et étriquées de la société, et les a remplacées par le mode de production le plus dynamique et expansif jamais connu ; un mode de production qui, en conquérant et unifiant la planète si rapidement, et en mettant en mouvement des forces productives si énormes, jetait les bases d'une forme supérieure de société qui soit enfin capable de se débarrasser des antagonismes de classes.

Tout aussi exempt de subjectivisme est l'identification des contradictions internes qui mèneront à la chute du capitalisme : "Depuis plusieurs décennies, l'histoire de l'industrie et du commerce n'est que l'histoire de la révolte des forces productives modernes contre les rapports de production modernes, contre le système de propriété qui est la condition d'existence de la bourgeoisie et de son régime. Il suffit de rappeler les crises commerciales qui, par leur retour périodique, menacent de plus en plus l'existence de la société bourgeoise. Dans ces crises, (...) une épidémie sociale éclate qui, à toute autre époque, eût semblé absurde : l'épidémie de la surproduction. Brusquement, la société se voit rejetée dans un état de barbarie momentanée ; on dirait qu'une famine, une guerre de destruction universelle lui ont coupé les vivres ; l'industrie, le commerce semblent anéantis. Et pourquoi ? Parce que la société a trop de civilisation, trop de vivres, trop d'industrie, trop de commerce."

Aujourd'hui les convulsions économiques dans lesquelles se débat depuis trente ans le capitalisme mondial comme résultat de sa crise mortelle de surproduction avaient été fonda-

mentalement prévues par le *Manifeste Communiste*.

"Mais la bourgeoisie n'a pas seulement forgé les armes qui lui donneront la mort ; elle a en outre produit les hommes qui manieront ces armes - les travailleurs modernes, les prolétaires." Le *Manifeste* expose ainsi la seconde contradiction fondamentale menant au renversement de la société capitaliste : la contradiction entre le capital et le travail. Il montre pourquoi et comment le prolétariat est la première classe de l'histoire qui soit à la fois une classe exploitée et une classe révolutionnaire, la dernière classe révolutionnaire, celle dont la tâche historique est d'abolir, en même temps que la société bourgeoise, toute division en classes de la société ; toute société basée sur l'exploitation.

Rôle et nécessité du parti

Le *Manifeste Communiste* est bien plus qu'un exposé des conceptions théoriques élaborées par Marx et Engels et de la méthode matérialiste historique (qui apparaissent déjà dans des ouvrages antérieurs), c'est avant tout l'expression militante et collective du prolétariat qui se dote d'une organisation politique et d'un programme.

Concernant les principes qui définissent le rôle de cette avant-garde politique et ses rapports avec l'ensemble du prolétariat, le *Manifeste* en affirme clairement les grandes lignes qui seront confirmées et amplifiées par l'expérience du mouvement ouvrier :

"Les communistes n'ont point d'intérêts qui les séparent de l'ensemble du prolétariat (...)"

"Dans les différentes luttes nationales des prolétaires, ils mettent en avant et font valoir les intérêts indépendants de la nationalité et communs à tout le prolétariat. Dans les différentes phases que traverse la lutte entre prolétaires et bourgeois, ils représentent toujours les intérêts du mouvement dans sa totalité."

"Pratiquement les communistes sont donc la fraction la plus résolue des

partis ouvriers de tous les pays, la fraction qui stimule toutes les autres, théoriquement ils ont sur le reste du prolétariat l'avantage d'une intelligence claire des conditions, de la marche et des fins générales du mouvement prolétarien."

Ces formules fondent la conception marxiste du rôle des organisations d'avant-garde de la classe ouvrière. Rejetant toute vision d'une conscience communiste qui serait "extérieure" au prolétariat, le marxisme affirmait d'abord que c'est du prolétariat comme classe, de sa position dans la société bourgeoise et de son mouvement réel, qu'émane la conscience de la nécessité de la révolution communiste et que c'est lui qui fait surgir des organisations et partis communistes. Celles-ci à leur tour ne sont pas de simples reflets de ce mouvement, mais, en se distinguant par leur résolution et leur intelligence des conditions et des buts du mouvement, elles sont un facteur actif, déterminant pour l'accomplissement de sa tâche historique.

De la dictature du prolétariat au dépérissement de l'Etat

Le *Manifeste* prévoit que le prolétariat sera poussé à la révolution sous le fouet de la misère économique croissante à travers une "guerre civile plus ou moins larvée qui travaille la société actuelle jusqu'à l'heure où cette guerre éclate en révolution ouverte, et où le prolétariat fonde sa domination par le renversement violent de la bourgeoisie". Inévitablement cependant, les détails de la manière dont le prolétariat renverserait la bourgeoisie, restent vagues puisque le texte a été écrit avant la première apparition ouverte de la classe comme force indépendante et, ici et là, on trouve dans le *Manifeste* l'idée que le prolétariat pourrait se servir de la démocratie bourgeoise pour s'ériger en classe dominante. Il faudra notamment attendre l'expérience de la Commune de Paris de 1871 qui a démontré la nécessité, pour le prolétariat, de créer

(SUITE PAGE 6)

NOS POSITIONS

* Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.

* La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

* Les régimes étatisés qui, sous le nom de « socialistes » ou « communistes », ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.

* Depuis le début du xx^e siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe

ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

* Toutes les idéologies nationalistes, d'« indépendance nationale », de « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entremassacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploitateurs.

* Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La « démocratie », forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

* Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis « ouvriers », « socialistes », « communistes » (les ex-« communistes » aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de « front populaire », « front antifasciste » ou « front unique », mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

* Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, « officielles » ou « de base », ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

* Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

* Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

* La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

* La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni « autogestion », ni « nationalisation » de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

* L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'« organiser la classe ouvrière », ni de « prendre le pouvoir »

en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

- La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.
- L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.
- Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la *Ligue des Communistes* de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'*Association Internationale des Travailleurs*, 1864-72, l'*Internationale Socialiste*, 1884-1914, l'*Internationale Communiste*, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la III^e Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les gauches allemande, hollandaise et italienne.